

# Solidaires en action N° 29

Le 27 janvier 2010

## Retraites : Solidaires en campagne !

**L'Union syndicale Solidaires s'est adressée aux organisations membres de l'intersyndicale nationale.** Il s'agit d'être à l'initiative, de montrer notre volonté d'action unitaire, sur des bases claires, tant sur les formes de l'action qu'il est nécessaire de construire que sur les positions défendues. Bien sûr, comme toujours, cette démarche – au-delà de ce courrier – n'aura que le poids que nous y donnerons par notre implication dans nos entreprises, administrations, localités, etc. **N'hésitez pas à utiliser ce courrier, en l'affichant, en le reprenant dans vos tracts et bulletins, ...**

**Par ailleurs, nous préparons une série de matériels :** un tract « 4 pages » tiré centralement en imprimerie sera disponible, vers mi-février ; une affiche, utilisable dans la durée, est en préparation ; des autocollants seront aussi réalisés. En mars, le dossier central du journal national destiné aux adhérent-e-s sera consacré aux retraites. Nous travaillons aussi sur une journée de formation, ainsi que sur l'idée d'une brochure pédagogique et de fiches ou tracts thématiques.



## Solidaires avec les grévistes de Total

Le mouvement de grève à la raffinerie **Total** des Flandres, démarré le 12 janvier, se poursuit. Il est soutenu par SUD, CGT, FO. Les salarié-e-s sont entré-e-s dans l'action pour exiger la vérité sur l'avenir de ce site (c'est l'une des 6 raffineries du groupe **Total** en France et c'est aussi la plus récente, construite dans les années 1970). Elle été mise à l'arrêt en septembre 2009, la Direction Générale du raffinage présentait alors cet arrêt comme conjoncturel, lié à des marges de raffinage trop faibles. A la même époque d'ailleurs, la direction a arrêté des unités sur la raffinerie de Normandie (1/4 de la production). **Total** a annoncé en mars 2009 un plan de 555 suppressions de postes, dont 300 dans les activités raffinage essentiellement concentrés sur la raffinerie de Normandie. **Total** veut délocaliser une grande partie de ses activités industrielles vers des pays quasiment sans règles sociale et environnementale.

**Nous appelons les structures Solidaires à adresser des messages de soutien à l'équipe SUD : philippe.wullens@total.com**  
**Un rassemblement aura lieu devant le siège de Total, à La Défense le 1<sup>er</sup> février à 12 heures.**

## Grèves dans des magasins Ed

Depuis le 22 janvier dernier, la **totalité des employés du magasin Ed (une entreprise du groupe Carrefour) d'Evry sont en grève illimitée.** Ils protestent contre la mise en location gérance prochaine de leur établissement, destructrice de leurs droits. La réponse de la direction ? Le mépris et la menace : venue de vigiles, d'un huissier ainsi que de responsables d'autres sites pour faire tourner la boutique à leur place...

Leur mouvement est soutenu par les syndicats CFDT, CGT et SUD de Ed, SUD Commerces et Services Ile-de-France et Solidaires Essonne. Un mouvement comparable est en cours à Colombes dans les Hauts-de-Seine, animé par la CGT.

Les francilien-ne-s peuvent venir les soutenir devant le magasin du mardi au samedi, pour aider les salarié-e-s à faire face au patron qui interdit même l'entrée du site à leurs représentants syndicaux ! On peut également leur adresser un soutien financier à Solidaires 91 (chèque à l'ordre de SUD Ed).



**Diffuser l'information aux salarié-e-s d'autres magasins Ed : une action de solidarité utile !**

## La Poste : l'abbé Pierre en timbre, les expulsions en vrai

Quelques jours à peine après la sortie du timbre à l'effigie de l'Abbe Pierre, commémorant le troisième anniversaire du décès du porte parole des sans domicile fixe, le groupe La Poste demandait au juge du tribunal d'instance de Saint-Denis (93) l'expulsion de huit familles en situation de précarité avec leurs enfants.

Ce double langage est intolérable, d'un côté, c'est la récupération de l'image populaire d'un combattant au côté des plus démunis pour obtenir un toit pour tous, de l'autre c'est l'assignation au tribunal des familles et de l'association Droit Au Logement au motif qu'ils occupent depuis un an un immeuble vide de La Poste.

Cet immeuble qui comprend un foyer et trois logements de fonction a été vidé en 2002. Seul un logement de fonction était disponible ; lui même est inoccupé depuis 2008. Pendant tout ce temps ces logements sont restés vides dans une ville où les listes d'attentes sont interminables.

C'est le double langage, avec côté communication d'entreprise la sortie d'un timbre et côté pratique, l'assignation en référé, c'est à dire en urgence, des familles occupantes de l'immeuble en prétextant un projet de construction de logements à caractère social pour cet immeuble. Sauf qu'aucune demande de dossier de subventions publiques n'a été déposée pas plus qu'une

éventuelle demande de permis de construire. Un mensonge inadmissible, surtout quand il s'agit d'expulser les familles qui sont en demande de ces mêmes logements. Pour La Poste, ce qui importe c'est ce que rapportera l'opération immobilière spéculative.

**SUD-PTT et Solidaires soutiennent les huit familles et dénoncent la politique de la Poste qui tourne le dos aux besoins sociaux des postier-e-s en matière de logement et n'hésite pas après avoir laissé un immeuble à l'abandon, à jeter les familles à la rue.**

SUD PTT dénonce l'hypocrisie qui consiste à rendre hommage à un homme symbolisant le combat pour le droit au logement et à faire ce que ce même homme à toujours réprouvé, demander l'expulsion par la force. On ne concilie pas abbé Pierre et expulsion car on ne peut prétendre défendre des valeurs humaines et faire des profit financiers.

SUD PTT exige de La Poste, l'annulation de sa demande d'expulsion des huit familles et de travailler, comme l'a fait l'abbé Pierre toute sa vie, à trouver avec les pouvoirs publics le relogement décent des familles et des enfants. Le tribunal d'instance de Saint-Denis doit rendre son jugement à la mi-mars.

## Et voilà le travail !

Les 9 et 10 mars 2010 se tiendront à Paris deux journées d'échange, de réflexion et de formation sur les actions des équipes syndicales de «Solidaires» engagées sur les questions du travail...

Au programme du 9 mars des ateliers d'échanges entre les participants sur les pratiques, les expériences, les résultats et les limites de l'action syndicale sur les questions du travail avec, pour conclure la journée la pièce de théâtre-forum « les Impactés ». Le 10 mars une matinée en deux parties (sur les risques physiques puis sur les risques psycho-sociaux) et une après midi avec un débat général sur l'action des équipes Solidaires.

Les deux journées d'échanges et de réflexions vont permettre d'avancer collectivement sur la question de la prise en charge syndicale par Solidaires des questions qui concernent les conditions de travail, l'organisation du travail, les évolutions du management... Plusieurs centaines de militants syndicaux sont attendus à cette occasion à la bourse du travail de Paris.

**C'est la dernière ligne droite pour s'inscrire, contactez vite votre syndicat pour participer à ces journées.**

## Continental : jugement le 5 février

Vendredi 5 février à 9 heures, la cour d'appel d'Amiens doit rendre son jugement sur les 6 salarié-e-s de Continental Clairoux condamnés en première instance par le tribunal de Compiègne. La mobilisation du 13 janvier à Amiens pour demander la relaxe des 6 condamné-e-s a été un succès et a pesé dans le déroulement du jugement.

**Le comité de lutte des Continental appelle à un rassemblement au moment où la Cour d'appel rendra son jugement.** Solidaires 80 et le Secrétariat national de l'Union syndicale Solidaires seront présents.

**Refusons la répression anti-ouvrière et défendons les libertés publiques : relaxe pour les 6 Conti. !**

## Journées intersyndicales Femmes

Organisées comme chaque année par Solidaires, FSU et CGT, les thèmes seront : **autour de la crise - où en est l'emploi des femmes ? - 40 ans du mouvement des femmes - marche mondiale des femmes**. Ca se passera les 11 et 12 mars, à la bourse du travail de Saint Denis, inscrivez-vous !

## Les retraité-e-s manifesteront le 24 février

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS) appelle les retraitées et les retraités à participer aux actions unitaires du 24 février initiées par les unions confédérales de retraités CGT, FO, CFDT, CFTC, CFE-CGC et la FGRFP.

**La dégradation régulière du niveau des retraites et des pensions par rapport à l'évolution des prix et du coût de la vie conduit de plus en plus de personnes âgées à des difficultés financières quotidiennes.** Les choix qui doivent être faits, compte tenu de moyens financiers insuffisants, mettent parfois en cause l'état de santé des personnes. Il y a urgence à une augmentation des retraites, particulièrement des plus basses. Les politiques patronales et gouvernementales sont irrecevables quand on voit tous les jours l'indécence de certaines rémunérations, l'énormité de certains profits et le laxisme gouvernemental quant à leur participation aux dépenses communes par l'impôt et par les cotisations sociales. **L'UNIRS estime indispensable un changement fondamental dans les choix économiques, sociaux et budgétaires pour aller notamment vers un autre partage des richesses.**

**L'accès aux soins égal pour toutes et tous**, est aussi une revendication portée par l'UNIRS. Ceci doit passer par une amélioration des prises en charge par l'assurance maladie et une consolidation de l'hôpital public. Les attaques menées depuis des années dans ces domaines ont des conséquences très concrètes pour les malades ; les retraités, du fait de leur âge, sont forcément une couche de la population fortement concernée. Plus globalement l'UNIRS milite pour d'autres choix sociaux qui privilégient les solidarités, par une participation plus réelle de tous les revenus et de tous les profits aux charges communes et par un développement de services publics de proximité.

L'UNIRS, aux côtés des autres organisations de retraités, exige également **l'institution rapide d'une cinquième branche de la sécurité sociale portant sur la perte d'autonomie.** En matière de dépendance des personnes âgées il est indispensable de mettre en place de façon plus efficace et plus accessible une diversité de réponses, de prestations et de services. Pour permettre là aussi un égal accès de tous et toutes, il faut des services publics nouveaux adaptés aux différents niveaux de besoins selon l'état des personnes dépendantes. Leur financement doit être assuré par une contribution générale qui permettrait de faire vivre des services publics nationaux, régionaux, départementaux et intercommunaux, selon les besoins pris en charge.

L'UNIRS est **vigilante quant à la nouvelle réforme des retraites** qu'envisage le gouvernement. Elle refusera tout nouveau recul et toute nouvelle détérioration. Quand il y a près de 4 millions de personnes sans emploi, quand la plupart des personnes âgées de cinquante-neuf ans sont déjà hors activité, la priorité n'est pas à un recul de l'âge de départ en retraite mais à une politique économique dynamique et créatrice d'emplois et à un autre partage du travail : il faut cesser d'en exclure certains quand d'autres croulent sous des conditions de travail déplorables.

Le 24 février, l'UNIRS participera au rassemblement organisé devant l'Assemblée nationale à Paris ainsi qu'aux rassemblements qui seront organisés devant les préfetures dans les départements.

## EDF, Véolia, Proglio, ... et des syndicats différents

Extraits d'un communiqué de SUD Energie :

Comme M. Mestralet, n°1 de GDF-Suez, avait renoncé à ses stock-options d'une valeur exorbitante l'hiver dernier devant l'émoi suscité, M. Proglio vient de renoncer à ses 450.000€ de rémunération pour ses 1H à 1H30 de présence par semaine – selon ses propres dires – au Conseil d'Administration de Véolia. Ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. **Il reste que M. Proglio touchera 1,6 millions d'euros comme président d'EDF, soit une augmentation de 45%** par rapport à la dernière rémunération de M. Gadonneix, qui lui-même avait presque triplé son salaire en 5 ans, passant de 460 000€ à 1,2 millions d'euros. De telles rémunérations sont scandaleuses, surtout dans une situation de crise économique où de plus en plus de citoyens n'arrivent plus à assurer leurs besoins essentiels.

**De plus, EDF vient de traverser l'un des plus gros conflits sociaux de son histoire, dont l'un des axes de revendication**

**Menu de l'année 2010**  
**Restaurant la Grande Ceinture**  
**Propriétaires : Mrs Sarkozy et Fillon**

**Un tract de Solidaires 32**

**au Menu inique :**

Assiettes de promesses soufflées  
Impôts en sauce bouclier fiscal  
Libertés grillées  
Dialogue social à l'étouffé

Trou du porte monnaie

Bobards à l'armoricaine  
Petits salaires  
Hachis de services publics  
Arnaques gratinées

Salade de Baratin

Plateau de chômage

Flambée des prix sur coulis de précarité  
Gelée de retraite

*Note du guide citoyen :*  
*« En cas d'indigestion ou de nausée,*  
*toutes et tous dans la rue en 2010 »*

était une répartition plus juste des richesses de l'entreprise, puisque pendant que les très hauts salaires explosent, le salaire de base des agents progresse chaque année moins vite que l'inflation, imposant à beaucoup de très petits salaires.

En outre, quand bien même un quelconque mérite pourrait justifier de pareilles sommes aux yeux de certains, qu'est-ce qui justifie que ces patrons se prennent pour des êtres exceptionnels ? Ces patrons n'ont pas subi une sélection sans merci. Ils n'ont pas non plus été élus. Ils ont profité de leur réseau et ont été cooptés par une caste de dirigeants qui se partagent les sièges des conseils d'administration de la plupart des grandes entreprises. Ils n'ont pas créé leur entreprise, mais en ont « hérité » et se sont ensuite bien souvent appliqués à la déconstruire.

A EDF par exemple, le bilan de M. Gadonneix est largement contesté par tous. Pour les usagers comme pour les salariés, la situation ne cesse de se détériorer : les prix ont augmenté, la qualité de service s'est nettement dégradée (augmentation des temps de coupure, multiplication des services payants, désorganisation ...), les conditions de travail aussi, les emplois ont été supprimés, le climat social est devenu détestable, la sûreté et la sécurité du parc nucléaire commencent à poser problème ...

Ils ne peuvent pas non plus invoquer un risque particulier lié à leur emploi, car **ceux qui prennent des risques pour leur vie et leur santé sont les salarié-e-s au plus bas de l'échelle des rémunérations**. Et ceux qui se font licencier pour faits de grève, sans aucune indemnité, sans parachute doré, sans reconversion garantie, gagnent également de petits salaires.

Une fois de plus, devant le tollé provoqué, le Gouvernement joue les offusqués...mais se garde bien de légiférer pour encadrer les salaires des dirigeants – même dans les entreprises où il est actionnaire très majoritaire – ou au moins pour les taxer de manière dissuasive. SUD-Energie demande un encadrement des salaires des dirigeants, et une augmentation de 300 euros pour tous les salariés comme cela a été revendiqué durant le conflit social du printemps dernier.

## Echos du Comité national des 13 et 14 janvier.

Le compte-rendu a été envoyé aux structures le 19 janvier. 24 organisations nationales étaient présentes ainsi que 27 Solidaires locaux.

Ce Cn a permis de pointer les enjeux de la bataille sur les retraites qui constitueront un dossier central de l'actualité sociale 2010 et un axe majeur d'intervention pour Solidaires. Notre campagne est désormais lancée.

Autre axe particulièrement ciblé : la campagne unitaire visant à faire de 2010 un temps fort de la défense des services publics dans la perspective de tenir des Etats généraux à l'automne. Une réunion de ces collectifs locaux est programmée pour le 5 juin afin de préparer ceux-ci.

Ces deux jours ont permis d'aborder de nombreux autres points, développés dans le document reçu par les structures membres de Solidaires : sommet et contre-sommet de Copenhague, privatisation de La Poste, grèves des travailleurs/ses sans-papiers, campagne unitaire

immigration, répression des luttes, états généraux des services publics, commission Femmes, commission internationale, Réorganisation Administrative Territoriale de l'Etat, journées Solidaires *Et voilà le travail !*, décisions du Conseil d'Etat pour le CES et les CESR, congrès Solidaires en 2011, enquête sociologique sur Solidaires.

PDG d'EDF et toujours président de Véolia ...

1.600.000 euros d'un côté, 450.000 de l'autre...

Ca a (fort justement) choqué beaucoup de monde !

Mais...

le « pauvre Henri Proglio » a des soutiens :

« Nous ne pouvons accepter qu'à des fins purement politiciennes, certains continuent à dénigrer notre groupe au travers d'attaques personnelles contre son ancien PDG »

CFDT – CGC – CFTC – CGT – FO – UNSA



En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures membres de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/rubrique70.html>